



COLLECTIF FEMINISTE POUR LE FORUM GENERATION EGALITE 2021

Associations françaises du mouvement des femmes

PÉKIN+25

Déclaration 30 juin 2021

Ouverture du Forum Génération Égalité : 100 associations féministes appellent à la mobilisation pour les droits universels des femmes

40 ans après le début du cycle des conférences de l'ONU sur les droits des femmes, qui a culminé par l'adoption du Programme d'action de la Conférence de Pékin en 1995, dont le Forum Génération Égalité (FGE) célèbre l'anniversaire, **les objectifs fixés en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes ne sont atteints dans aucun domaine et nulle part dans le monde.** Les droits des femmes connaissent même des régressions et de violentes attaques à la suite de crises sanitaire, climatique, économique et démocratique, ainsi que de conflits armés.

A cette occasion, le **Collectif féministe pour le Forum Génération Égalité**, qui rassemble plus d'une centaine d'organisations de la société civile françaises, européennes et internationales, s'appuyant sur une **approche universaliste et intergénérationnelle**, en continuité avec les mouvements et les luttes des femmes et de leurs associations féministes, et dans le respect de leur **diversité**,

Alerte solennellement le Président de la République, les États, institutions et acteurs de la communauté internationale réunis au Forum de Paris.

Le Collectif pour le Forum Génération Égalité regrette **que le mode d'organisation du FGE ne corresponde pas au format d'un événement multilatéral de l'ONU** et que la place des organisations de femmes et féministes soit inégalitaire, au vu notamment du manque de moyens de la très grande majorité d'entre elles.

Pourtant le Forum Génération Égalité pourrait jouer un rôle de mobilisation et d'accélérateur du processus de l'égalité, si les engagements présentés par les coalitions d'action thématiques s'appuyaient sur le socle que nous définissons ci-dessous.

1/ Défendre et promouvoir les droits universels

L'acquis international et européen des droits universels des femmes constitue le socle de l'égalité entre les femmes et les hommes : il faut **accélérer la ratification**, la **levée des réserves** et la mise en œuvre intégrale et effective des traités internationaux et européens essentiels, notamment la Convention pour l'Élimination de toutes les discriminations envers les femmes, CEDEF, la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement.

Les défenseuses des droits universels doivent être protégées et aucune violence ne peut être tolérée à leur égard, particulièrement en ce qui concerne les femmes lesbiennes.

- **Féminicides** : 87000 féminicides chaque année (chiffres 2017)
- **Droits sexuels et reproductifs** : 214 millions de femmes n'ont pas accès à un moyen de contraception moderne dans le monde. 10 millions d'adolescentes de 15 à 19 ans / an connaissent des grossesses non désirées.
- **Mariages précoces ou forcés** : plus de 12 millions de filles chaque année, dans le monde. France : 208 personnes victimes « déclarées » de mariage ont utilisé la ligne téléphonique dédiée (2019)
- **Scolarité et pauvreté** : seules 2% des filles en situation de pauvreté dans le monde terminent leur secondaire

2/ Éradiquer les violences, lutter contre la marchandisation du corps des femmes

La prévention et la sanction de toutes les violences à l'égard des femmes et des filles, condition de leur autonomie et de leur liberté, passe par la **décriminalisation et la reconnaissance universelle de l'avortement pratiqué de manière sûre et légale** ; la reconnaissance du caractère inaliénable du corps des femmes, **l'abolition de la maternité de substitution (GPA)** et la lutte contre le **système porno-criminel** ; l'abolition du **système prostitutionnel** et de la traite des femmes, selon le modèle de la France et d'autres pays européens, avec une attention particulière aux plus vulnérables, femmes handicapées, femmes lesbiennes, femmes migrantes et aux **enfants**.

L'éducation des filles et des garçons est une condition de base pour la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles.

- **Violences** : 1 femme sur 3 dans le monde a été victime de violences physiques et/ou sexuelles. 137 femmes / jour sont tuées par un membre de leur famille.
- **Violences domestiques France** : 213 000 femmes sont victimes de violences dans la sphère domestique dont 30 000 de violences sexuelles
- **Violences sexuelles France** : 124 355 femmes chaque année
- **Prostitution** : 20 millions de victimes dans le monde. En France : 40 000 pour chiffre d'affaires de 3,2 milliards
- **Femmes en situation de handicap** : 9% des femmes ont subi des violences physiques et ou sexuelles

3/ Mettre en place des politiques de relance : justice sociale, économie, climatique au cœur de sa feuille de route

L'égalité femmes - hommes et filles - garçons doit être placée **au centre des politiques publiques et des plans de relance**, après la crise sanitaire COVID-19 et dans le contexte de l'aggravation de la crise écologique et climatique.

Cela passe par la mise en œuvre de l'ensemble des droits sociaux fondamentaux et le **financement des services publics qui les rendent effectifs** : droit à la santé, à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à la protection sociale universelle, à l'égalité de rémunération, ainsi que par des services sociaux essentiels, permettant d'articuler vie professionnelle et vie familiale.

Nous proposons une relance partant de la **revalorisation des métiers des soins, de l'éducation**, de l'économie sociale et solidaire, de la mixité des emplois verts et de la transition énergétique, de l'agroécologie, par l'accès à la formation et au foncier. Ce modèle économique est aussi l'occasion **de systématiser la budgétisation intégrant l'égalité**, tout en l'associant aux mécanismes pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques et aux indicateurs de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable - ODD - pour 2030. Une approche intégrée de l'égalité des sexes et des droits humains doit être incorporée dans toutes les politiques et institutions financières.

- **Crise sanitaire** : les femmes du monde entier ont subi une perte de revenus d'au moins 800 milliards de dollars en 2020, soit plus que le PIB combiné de 98 pays.
- 64 millions de femmes ont perdu leur emploi dans le monde. En France, 1 femme sur 3 a vu son activité professionnelle s'arrêter. 47 millions de femmes ont basculé sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 du fait de la pandémie à travers le monde (rapport Oxfam)
- **Inégalités travail domestique** : Temps moyen consacré aux tâches ménagères : 2h34 par les femmes 2h10 par les hommes pendant les confinements (chiffres clés 2020 du SDFE)
- **Retraite moyenne par mois d'une française** : 1.145 contre 1.924 euros pour les hommes (2019)
- **Inégalités salariales** : femmes salariées du privé gagnent en moyenne 16,8 % de moins que les hommes en équivalent plein temps
- **Egalité professionnelle**, quotas de femmes dans les grands groupes depuis 2010 : les pays qui ont pris des mesures législatives ont vu une augmentation de 27,2 points du % de femmes dans les conseils d'administration.

4/ Instaurer une réelle diplomatie féministe et soutenir les organisations de femmes et féministes

Ces principes de droits et cette transition vers la justice sociale et climatique forment un programme au niveau national **comme pour l'action extérieure et la diplomatie féministe**.

Cela implique de **soutenir**, partout dans le monde, à commencer par la France, **les associations de femmes et féministes qui, fragilisées par les mises en concurrence** ne reçoivent qu'une part marginale des financements, malgré la diversité de leurs compétences de terrain, de leurs expertises thématiques et pédagogiques partout reconnues, de leur travail de plaidoyer.

Les attentes du Collectif Féministe pour le Forum Génération Égalité sont également fortes à l'approche de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (janvier 2022), et nous souhaitons participer au dialogue préparatoire avec les décideurs et décideuses.

Partout dans le monde, des associations du mouvement des femmes et des féministes s'engagent pour **ces acquis universels**. Le **féminisme n'est pas un slogan de** communication, c'est le mouvement social et politique le plus transformateur des sociétés humaines depuis deux siècles.

Avec la libération de la parole et la révolte de millions de femmes par le monde, le temps est arrivé d'un **mouvement global des femmes pour l'égalité, la démocratie et la justice sociale**.

Notre collectif s'investira aux côtés de tous les acteurs et actrices de la communauté internationale qui s'engagent à défendre l'égalité entre les femmes et les hommes, à sauvegarder les droits des femmes mis à mal partout dans le monde, et à placer les femmes et les filles au centre de tous les efforts de sortie de la pandémie et de reconstruction, condition *sine qua non* de la démocratie, du développement, de la justice sociale et climatique, et de la Paix universelle.

Associations et collectifs regroupés au sein du Collectif Féministe pour le Forum Génération Égalité 2021

PLATEFORMES NATIONALES D'ASSOCIATIONS FÉMINISTES

La CLEF (Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes), Conseil National des Femmes Françaises (CNFF), Association Espagnole pour Le Lobby Européen des Femmes (LEM ESPAÑA), Réseau Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), Ligue Hellénique pour les Droits des Femmes (GLWR), Plateforme Portugaise pour les Droits des Femmes (PPDM)

ORGANISATIONS FÉMINISTES D'UTILITE PUBLIQUE INTERNATIONALE (OING)

Association des Femmes de l'Europe Méridionale (AFEM), Alliance Internationale des Femmes (AIF), Centre Européen du Conseil International des Femmes (CECIF), Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution (Ciams), European Network Of Migrant Women (ENOMW), Groupe Européen des Femmes Diplômées des Universités (GEFUDU), Zéromacho, Young Women Christian Association (YWCA)

ASSOCIATIONS FÉMINISTES FRANÇAISES

Adéquations, Administration Moderne, Association des Femmes Diplômées des Universités, Association Espace Point de Départ Espod, Amicale du Nid, Association Nationale des Etudes Féministes, Biodiversity For Peace, Business Professional Women (Bpw France), Burkina Biiga, Centre Evolutif Lilith, Association Lesbienne Feministe, Chiennes de Garde, Collectif et Réseau Féministe Ruptures, CQFD Lesbiennes Féministes, Du Côté des Femmes, Femmes Au-delà des Mers, Femmes du Monde et Réciproquement, Femme Digne, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir, Femmes et Hommes, Égalité, Droits et Libertés dans les Églises et la Société, Forum Femmes Méditerranée, Femmes Monde, Femmes Solidaires, Handi Femme Epanouie, Jump, l'Assemblée des Femmes, Libres Mariannes, Ligue du Droit International des Femmes, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Marche Mondiale des Femmes France, Matrimoine de Paris, Négar-Soutien Aux Femmes d'Afghanistan, Non c'est Non !, Olympe, Osez Le Féminisme !, Parité, Regards de Femmes, Réussir l'Égalité Femmes - Hommes, Valeurs de Femmes, Vivent les Femmes

Informations et contacts

Collectif Féministe pour le FGE (Pékin+25) :
<https://www.collectif-feministe.fr>

feministes2021@gmail.com

Contact Porte-paroles CLEF & AFEM :

grossetete.mariepaule@gmail.com / +33 6 60 63 11 24

sophie.dimitroulias@wanadoo.fr / +33 6 76 58 52 39

